



## Eire Eco

Avril 2019 – N°51

© DG Trésor – Service économique de Dublin

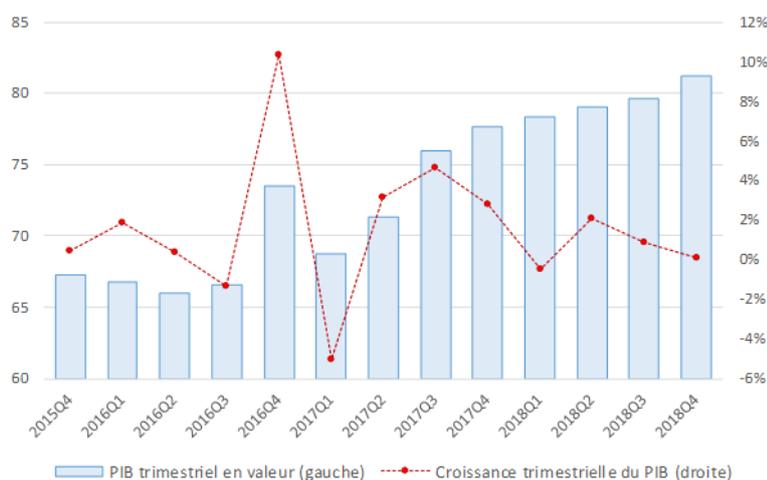
### MACROECONOMIE

**Croissance annuelle et trimestrielle du PIB** – La première estimation du PIB pour 2018 fait état d'une croissance réelle de **+6,7%** (après +7,2% en 2017), ce qui fait de 2018 la neuvième année consécutive de croissance pour l'Irlande. La croissance est ainsi révisée à la baisse par rapport à la précédente estimation du ministère des finances (+7,5%) mais en ligne avec celle de la Commission (+6,8%). Le PIB irlandais s'établit ainsi à **312,5 Mds€** en 2018.

Les principaux facteurs de la croissance en 2018 sont les investissements (+9,8%), la consommation des ménages (+3,0%) et la consommation des administrations publiques (+6,4%). L'investissement total progresse de **+10,1%** (+2Mds€) en raison des actifs incorporels (+52,8%). En revanche, hors actifs incorporels (brevets de propriété intellectuelle), l'investissement affiche une baisse de -4,9%.

#### Evolution trimestrielle du PIB irlandais

En milliards d'euros (gauche) et pourcentage (droite)



Source: CSO

Le PIB du secteur de l'information et de la communication a connu une croissance de +30,7% en 2018 – dont la moitié est due aux exportations de royalties – et s'établit à plus de 35 Mds€. Le secteur, dominé par les activités de leasing aéronautique, a crû de +8,9% et le secteur de la construction de +15,4%, tandis que le secteur agricole a affiché une croissance négative de -12,9% et l'industrie (hors construction) est stable (-0,2%). La croissance du PIB au quatrième trimestre de 2018 s'établit à **+0,1%**, soit l'un des plus faibles de l'Union Européenne.

**Activité économique** – Le PMI manufacturier du mois de mars est en très légère baisse par rapport à son niveau au mois de février (54 précédemment contre **53,9**). Ce chiffre semble confirmer la croissance stable du secteur manufacturier en Irlande – bien au-dessus de la moyenne au sein de la zone Euro (47,5, soit la plus forte contraction du secteur manufacturier en presque six ans).

L'amélioration de la demande extérieure ainsi que la hausse du niveau d'emploi (plus fort taux de croissance enregistré depuis octobre 2008) ont permis de maintenir le PMI à ce niveau, participant ainsi directement à l'optimisme des entreprises du secteur. Il est cependant important de pondérer ces dynamiques par les inquiétudes qui persistent autour du Brexit et notamment par le risque de perturbations des chaînes de production (les entreprises du secteur se préparent en augmentant notamment drastiquement leurs stocks de pré-production – plus forte augmentation depuis la création du sondage par AIB).

#### Indice PMI - secteur manufacturier

Markit Manufacturing Purchasing Managers Indices (PMI)



Le PMI des services est lui-aussi en très légère baisse (**55,3** enregistré pour le mois de mars contre 55,9 le mois précédent), confirmant le rebond de l'activité observé en février. Le Brexit continue cependant de peser sur la confiance des entreprises dans le secteur tertiaire qui a atteint son niveau le plus bas depuis plus de six ans. Enfin, le PMI du secteur de la construction (Ulster Bank) s'établit à **55,9**, soit en baisse depuis février 2019 (60,5). Les commentaires vont cependant dans le sens d'une croissance solide du secteur menée notamment par l'immobilier.

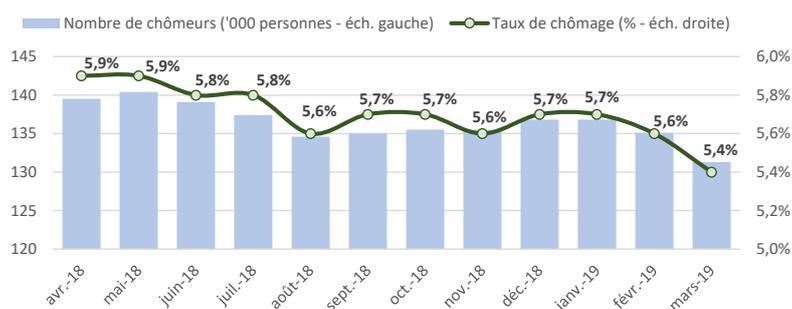
**Taux de change** - Dans son dernier rapport trimestriel, la Banque Centrale d'Irlande (CBI) anticipe une dégradation du taux de change entre l'euro et la livre sterling. Dans le cas d'une absence d'accord (« no-deal »), les estimations de la CBI envisagent que la livre pourrait atteindre le cours de 97 pence pour un euro, ce qui, au taux de change actuel, impliquerait une dépréciation de 13,6 %. Ceci réduirait significativement la compétitivité des entreprises irlandaises dont certaines (souvent de petite taille) sont encore très dépendantes des échanges avec le Royaume-Uni.

**Chômage** – Le taux de chômage en Irlande continue à diminuer et passe de 5,6% en février 2019 à **5,4%** corrigé des variations saisonnières (cvs) en mars 2019, soit une baisse de -0.2pp (glissement mensuel). Le nombre de chômeurs (cvs) s'établissait ainsi à 131 300 en mars 2019, soit 3 800 de moins qu'en février et 6 200 de moins qu'en mars 2018.

Le taux de chômage des jeunes enregistre une nouvelle légère baisse de -0,4pp en mars 2019 par rapport au mois précédent, à 13,8%. Cette diminution intervient après deux augmentations successives du taux en décembre 2018 (+0,3pp) et en janvier 2019 (+0,5pp) ainsi qu'une très faible chute en février 2019 (-0,1pp)

**Evolution du chômage en Irlande**

En milliers de chômeurs et en % de la population active

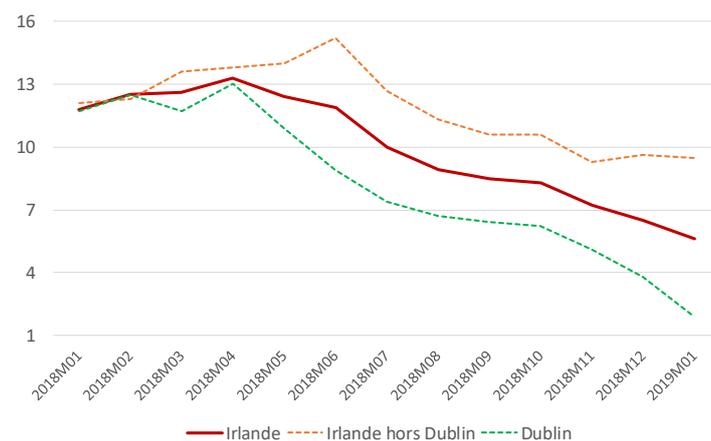


**Immobilier** – Les prix de l'immobilier continuent de ralentir à Dublin (+**1,9%** en mars 2019 contre +3,8% le mois précédent). A l'inverse, la croissance hors Dublin est stable autour de +9,5% depuis fin 2018.

Un [rapport publié le 08 Avril 2019 par Savills Ireland](#) (agence immobilière britannique implantée en Irlande) met cependant en garde contre la stagnation de l'offre sur le marché de l'immobilier résidentiel. Malgré les investissements en unité résidentielle émanant de grandes entreprises, l'offre sur le segment résidentiel risque de rester insuffisante jusqu'en 2023. Les politiques plus restrictives en matière de prêts immobiliers couplées à la hausse des prix semblent provoquer un tournant en Irlande avec une chute du nombre de propriétaires occupants et un développement de la demande locative, creusant l'écart avec l'offre. Le coût des loyers à Dublin devrait encore augmenter de 17% d'ici 2021.

**Evolution mensuelle des prix de l'immobilier en Irlande (en glissement annuel)**

En pourcentage



Source: CSO

Certains commentateurs appellent le gouvernement à rétablir un équilibre au travers d'investissements publics afin de faciliter la création de logements sociaux. Enfin, la proposition d'exonération d'impôts locaux pour les propriétaires retraités proposée par les députés de l'Alliance Indépendante a été rejetée par le ministre des Finances Paschal Donohoe le 7 avril.

**FINANCES PUBLIQUES**

**Exchequer** – Le budget du gouvernement central a affiché un bilan positif pour le premier trimestre 2019. Les recettes totales collectées ont dépassé de 130 M€ le montant cible (+ **1,2%** de plus que les prévisions)

principalement en raison de l'impôt sur les sociétés mais aussi de l'impôt sur le revenu et de la TVA (recettes qualifiées de plus durables selon le Parliamentary Budget Office). Les recettes fiscales trimestrielles ont augmenté de **+6,7%** par rapport au premier trimestre 2018 (g.a.). Les recettes collectées en mars (4,5 Mds€) sont supérieures de **+5%** aux prévisions.

En parallèle, les dépenses du gouvernement central sont inférieures aux prévisions d'un montant de **331 M€** mais restent supérieures de **+6,6%** aux chiffres du premier trimestre 2018. Le PBO met en garde contre les similarités des dynamiques en ce début d'année avec celles observées en 2018, notamment concernant les dépassements en matière de dépenses de santé, et suggère que la mise en place d'une surveillance des dépenses courantes votées. De même, les analystes de Davy Research notent que les recettes excédentaires tendent à être utilisées pour financer ces dépassements et non pour consolider les finances publiques.

**Obligations souveraines** - Le taux d'intérêt des obligations à 10 ans émises par le gouvernement irlandais a atteint ce mois son niveau le plus bas depuis un an (**soit +0,57%** au 8 avril) après s'être stabilisé autour de **+0,80/+0,90%** pendant plusieurs mois. Ces chiffres indiquent une confiance stable et relativement solide des investisseurs ainsi qu'une réaction positive à l'annonce par la BCE, lors de la conférence de presse du 7 mars, d'un troisième tour d'opérations de refinancement ciblées à long terme (TLTRO) dont l'objectif est de stimuler l'offre de crédit des banques tout en leur permettant de se financer à des taux attractifs. Le taux des obligations allemandes à 10 ans étant de 0 point de base au même moment, l'écart entre les deux taux est donc égal à celui des obligations irlandaises en valeur absolue, soit 57 pbs. Ce faible écart des rendements entre les obligations irlandaises et allemandes confirme que les investisseurs ont une perception positive de la situation économique en Irlande, malgré les incertitudes liées au Brexit.

## LE CHIFFRE DU MOIS

# 69,5%

C'est le taux de propriété en Irlande (en pourcentage de la population). Ce chiffre, publié par Eurostat (outil statistique de la Commission Européenne), prend en compte les propriétaires qui occupent leur logement et qui peuvent avoir ou non souscrit un prêt immobilier. Il permet donc de déterminer au niveau national la part de la population ayant le statut de propriétaire-occupant. La moyenne au sein des pays de la zone euro est de 66,1%, ce qui fait de l'Irlande un pays relativement proche du niveau moyen national de propriétaire-occupant dans cette zone. Le taux irlandais a continuellement diminué depuis le pic de 2004 à 81,8% et semble s'être stabilisé ces trois dernières années. Il est intéressant de noter que l'Allemagne affiche le taux le plus faible (51,4%) alors que le taux slovaque s'établit à 90,1%, soit le chiffre le plus élevé en zone euro. Le taux français, lui, est de 64,4%.

## SECTEUR BANCAIRE

**Résolution bancaire** – La banque irlandaise Allied Irish Banks (**AIB**) a réalisé des progrès importants dans sa trajectoire pour remplir les exigences minimum de fonds propres et passifs éligibles (MREL) à l'horizon 2021 dans le cadre des mesures associées aux résolutions bancaires (Bâle 3). L'émission supplémentaire d'une obligation de 1 Md USD respectant les exigences de Bâle 3 (seniorité) permet à AIB de couvrir d'ores et déjà environ deux tiers du montant total à accumuler au 1<sup>er</sup> janvier 2019 (4 Mds €). Il s'agit d'un signal important et positif, preuve de l'amélioration de la confiance des investisseurs vis-à-vis d'AIB (Davy Research).

*Note : ces exigences de liquidité éligible s'appliquent aux banques européennes dans le cadre de la Directive sur la résolution et le redressement des banques (BRRD).*

## BREXIT

**Prévisions de croissance** - Dans un contexte économique international incertain (activité faible en zone euro et tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis), la Banque Centrale d'Irlande (CBI) a publié des projections relativement positives concernant la croissance mais **continue de mettre en garde contre les conséquences d'une potentielle absence d'accord de retrait entre l'UE et le Royaume-Uni**. Les estimations concernant la croissance économique pour l'année 2019 ont été revues à la baisse (**+4,4% à +4,2%**). Si un accord est conclu et que la période de transition à l'horizon fin 2020 entre en vigueur, les prévisions de croissance du PIB pour 2020 s'établissent à **+3,6%**, reflétant ainsi un ralentissement de l'activité globale. Enfin, le pire scénario prévu, soit l'absence d'accord entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne, entraînerait une croissance de seulement **+1%** en 2019.

Dans une étude publiée en mars 2019, le ministère des Finances (DoF) et l'Economic and Social Research Institute (ESRI) concluent tout comme la CBI à une absence de récession dans tous les scénarios. Ils mettent cependant eux-aussi l'accent sur l'ampleur des pertes à court-terme (**-2,4%**) dans l'hypothèse d'une sortie désordonnée sans accord. A plus long terme, ils estiment que la perte de PIB par rapport à un scénario « sans Brexit » serait

comprise entre 2,6 % (si un accord de retrait est signé) et 5,0 % (Brexit désordonné et sans accord).

---

**Impact économique** - Après la publication des différents PMI du mois de mars, l'Irlande du Nord semble être la région qui souffre actuellement le plus des incertitudes autour du Brexit. En effet, le PMI global (publié par Ulster Bank) est passé sous la barre des 50, s'établissant à **48** et signalant une contraction globale de l'économie en Irlande du Nord.

---

## Évolution des indicateurs macroéconomiques – tableau annuel

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Production</b>									
PIB annuel à prix courants (en Md€)	167,1	171,9	175,2	179,9	195,3	262,5	273,2	294,1	312,5
<i>Croissance réelle (en %)</i>	2,0%	3,0%	0,2%	1,3%	8,8%	25,1%	5,1%	7,2%	6,7%
Indice de production industrielle - m.a. (Base 100 = 2015)	100,0	99,6	98,1	95,9	117,9	158,9	159,9	156,3	155,5
Valeur ajoutée brute (VAB) des multinationales (M€)	37 040	42 057	41 738	40 884	43 144	93 011	98 597	107 182	
<i>En % de la VAB totale</i>	24,4%	26,6%	26,0%	24,9%	24,6%	39,3%	38,6%	39,4%	
<b>Compte courant</b>									
Exportations de marchandises (en Md€)	90,92	93,19	93,51	89,18	92,62	112,41	119,29	122,71	140,84
Importations de marchandises (en Md€)	48,69	53,04	56,18	55,79	62,16	70,11	74,24	79,27	90,18
Solde commercial (en Md€)	42,23	40,16	37,33	33,39	30,46	42,30	45,06	43,44	50,66
Balance courante (en % du PIB)	-1,2%	-1,6%	-2,6%	2,1%	1,7%	10,2%	4,7%	12,50%	
<b>Evolution des prix</b>									
Inflation CPI - moyenne annuelle (%)	-1,0%	2,6%	1,7%	0,5%	0,2%	-0,3%	0,0%	0,4%	0,5%
Inflation CPI hors énergie - moyenne annuelle (%)	-1,9%	1,7%	0,8%	0,5%	0,4%	0,6%	0,7%	0,1%	0,1%
Var. prix immobiliers - Irl. sauf Dublin (g.a au 31/12)	-14,3%	-19,2%	-9,2%	-1,5%	12,4%	10,7%	11,2%	12,7%	9,6%
Var. prix immobiliers - Dublin (g.a au 31/12)	-14,4%	-19,9%	3,7%	13,9%	22,7%	3,9%	6,6%	11,7%	3,8%
<b>Population</b>									
Population	4 554 800	4 574 900	4 593 700	4 614 700	4 645 400	4 687 800	4 739 600	4 792 500	
<i>Variation annuelle de la population (en %)</i>	0,5%	0,4%	0,4%	0,5%	0,7%	0,9%	1,1%	1,1%	
Solde migratoire	-27 400	-27 300	-34 400	-33 100	-21 300	-11 600	3 100	19 800	34 000
<b>Marché du travail</b>									
Population active moyenne	2 184 900	2 165 825	2 153 825	2 163 350	2 156 825	2 167 200	2 193 125	2 352 300	2 417 000
<i>Variation annuelle de la population active (en %)</i>	-2,0%	-0,9%	-0,6%	0,4%	-0,3%	0,5%	1,2%	7,3%	2,8%
<i>Taux de participation</i>	60,7%	60,2%	59,9%	60,2%	60,0%	60,0%	61,9%	62,2%	62,6%
Nombre de chômeurs moyen	302 675	316 750	316 000	282 200	242 925	203 625	173 100	156 377	135 508
<i>Taux de chômage moyen</i>	13,9%	14,6%	14,7%	13,0%	11,3%	9,4%	7,9%	6,7%	5,8%
Nombre de personnes employées dans le secteur public	351 475	346 925	332 225	328 000	322 350	324 825	333 400	338 825	346 400
<i>En % du nombre d'emplois total</i>	18,7%	18,8%	18,1%	17,4%	16,8%	16,5%	16,5%	15,4%	15,2%
Nombre de personnes employées par les multinationales	N/A	250 400	297 702	299 870	301 533	305 952	N/A		
<i>En % de l'emploi privé total</i>	N/A	16,7%	19,8%	19,3%	18,9%	18,7%	N/A		
Salaire annuel moyen (variation annuelle en %)	-2,3%	-0,6%	0,3%	-0,5%	-0,6%	1,4%	1,1%	1,7%	3,4%
Revenu disponible brut des ménages (M€)	85 075	82 356	85 516	85 319	85 980	89 051	92 558		
<i>Variation annuelle du RDB des ménages (en %)</i>	-6,5%	-3,2%	3,8%	-0,2%	0,8%	3,6%	3,9%		
<b>Consommation et investissement</b>									
Consommation finale privée (variation annuelle en %)	0,7%	-1,0%	-0,9%	-0,7%	2,0%	4,2%	3,3%	1,9%	3,00%
Formation brute de capital fixe (variation annuelle en %)	-14,9%	3,4%	16,4%	-3,7%	18,1%	27,9%	61,2%	-22,3%	10,10%
<b>Secteur financier</b>									
Encours de dépôt total des ménages- (g.a.)	-4,6%	-3,5%	1,2%	-1,3%	0,3%	3,6%	2,5%	3,7%	4,5%
Encours de crédit total aux ménages- (g.a.)	-7,1%	-15,2%	0,7%	-3,1%	-10,0%	-5,1%	-4,1%	1,9%	1,4%
Encours de crédits hypothécaires- (g.a.)	-9,6%	-19,3%	5,7%	-1,9%	-6,0%	-1,6%	-4,6%	1,6%	1,4%
Encours de crédit total aux SNF- (g.a.)	-36,3%	-4,8%	-4,5%	-5,6%	-24,2%	-22,1%	-9,6%	-2,4%	1,8%
Encours de crédit total - (g.a.)	-20,5%	-7,9%	-2,7%	-6,9%	-18,2%	-11,7%	-6,2%	0,6%	1,4%
Indice boursier ISEQ (moyenne annuelle)	2 896,8	2 825,8	3 205,4	4 090,4	4 892,0	6 258,3	6 167,7	6 781,4	6 557,7
<b>Gouvernement</b>									
Dépenses publiques (en Md€)	109,1	79,6	73,6	71,8	73,1	75,6	74,6	77,3	81,1
Déficit/excédent public (en Md€)	-53,7	-21,9	-14,1	-10,3	-7,2	-5,0	-1,9	-0,7	-0,3
<i>En % du PIB</i>	-32,1%	-12,7%	-8,1%	-5,7%	-3,7%	-1,9%	-0,7%	-0,2%	-0,1%
<i>En % des recettes publiques</i>	-96,9%	-37,9%	-23,8%	-16,7%	-10,9%	-7,1%	-2,6%	-1,0%	-0,4%
Dettes publiques (en Md€)	144,2	189,7	210,0	215,3	203,3	201,4	200,6	201,3	205,9
<i>En % du PIB</i>	86,3%	110,3%	119,9%	119,7%	104,1%	76,7%	73,4%	68,4%	64,0%
<i>En % des recettes publiques</i>	260,3%	328,7%	353,1%	349,9%	308,4%	285,5%	275,9%	267,0%	254,7%
<b>Politique énergétique</b>									
Mix énergétique (besoins en énergie primaire) :									
<i>Charbon</i>	8,4%	9,1%	11,1%	9,9%	9,5%	10,3%	9,5%	7,6%	
<i>Tourbe</i>	5,0%	5,5%	5,7%	5,4%	5,8%	5,5%	5,1%	4,8%	
<i>Pétrole</i>	49,6%	49,2%	46,4%	47,2%	47,1%	48,0%	48,0%	48,0%	
<i>Gaz naturel</i>	31,9%	29,8%	30,0%	28,8%	28,0%	27,1%	29,4%	29,8%	
<b>Energies renouvelables</b>	4,7%	6,0%	6,2%	6,8%	7,7%	8,3%	8,0%	9,3%	
<i>Autres (déchets, importations d'électricité)</i>	0,3%	0,4%	0,6%	1,9%	1,9%	0,9%	0,1%	0,5%	
Dépendance de l'approvisionnement aux importations	86,2%	87,8%	84,8%	89,3%	85,2%	88,0%	69,0%	66,0%	

## Évolution des indicateurs macroéconomiques – tableau mensuel

	avr-18	mai-18	juin-18	juil-18	août-18	sept-18	oct-18	nov-18	déc-18	janv-19	févr-19	mars-19
<b>Production</b>												
PIB trimestriel à prix courants (en Md€)			79,00			79,67			81,26			
<i>Croissance réelle (% g.a.)</i>			9,38%			5,41%			2,59%			
Indice de production industrielle (AVS, Base 100 = 2015)	98,5	103,3	97,2	97,6	105,9	108,6	106,7	97,1	84,9	98	97,9	
<i>Indice de production industrielle - secteur "traditionnel"</i>	101,8	109,4	108,8	108,3	111,8	109	116,9	113,4	108,4	109,7	113,2	
<i>Indice de production industrielle - secteur "moderne"</i>	95,2	97,4	88,8	94,1	99,5	110,5	111,1	99,2	78,9	101,3	90,4	
Purchasing Managers Index - Manufacturing	55,3	55,4	56,6	56,3	57,5	56,3	54,9	55,4	54,5	52,6	54,0	53,9
Purchasing Managers Index - Services	58,4	59,3	59,5	57,5	58	58,7	57,2	57,1	56,3	54,2	55,9	55,3
Purchasing Managers Index - Construction	60,7	61,8	58,4	60,7	58,3	56,2	52,9	55,5	56,3	54,6	60,5	55,9
<b>Compte courant</b>												
Importations de marchandises (en Md€)	6,9	6,6	7,9	8,2	7,8	8,5	8,1	7,6	8,7	6,5		
Exportations de marchandises (en Md€)	11,2	11,8	11,8	11,9	11,4	11,7	12,2	12,1	12,9	13,7		
Solde commercial (en Md€)	4,3	5,2	3,9	3,7	3,6	3,2	4,1	4,5	4,2	7,2		
Balance courante trimestrielle (en Md€)			10,162			9,104			0,178			
Balance courante trimestrielle (en % du PIB)			10,0%			10,7%			10,7%			
<b>Evolution des prix</b>												
Inflation CPI (% MoM)	-0,2%	0,6%	0,1%	0,4%	0,3%	-0,4%	-0,1%	-0,5%	0,0%	-0,7%	0,8%	
Var. mensuelle des prix immobiliers - Irlande sauf Dublin (%)	1,7%	0,5%	1,9%	0,5%	0,3%	1,0%	0,2%	0,0%	0,3%	0,9%		
Var. mensuelle des prix immobiliers - Dublin (%)	0,4%	0,7%	0,1%	0,9%	0,8%	0,8%	0,3%	-0,7%	-0,5%	-1,6%		
Var. mensuelle des loyers dans le parc privé (%)	0,6%	0,6%	0,0%	0,3%	1,0%	0,5%	0,8%	0,5%	0,2%	0,4%		
<b>Marché du travail</b>												
Nombre de chômeurs	139500	140400	139100	137400	134600	135000	135500	135500	136800	136800	135100	131300
<i>Taux de chômage global</i>	5,9%	5,9%	5,8%	5,8%	5,6%	5,7%	5,7%	5,6%	5,7%	5,7%	5,6%	5,4%
<i>Taux de chômage des jeunes</i>	14,2%	14,4%	14,2%	14,0%	13,8%	13,6%	13,3%	13,1%	13,4%	13,9%	13,8%	13,4%
Salaire horaire moyen (var YoY, 4T roulants, en%)			3,0%			2,1%			3,8%			
<b>Consommation et investissement</b>												
Conso finale privée (variation trimestrielle en %)			1,4%			0,9%			0,5%			
Investissement (variation trimestrielle en %)			2,0%			25,2%			10,1%			
Indice de la vente au détail (var. vol. en g.a. %)	4,6%	3,9%	6,4%	5,2%	2,6%	6,3%	6,4%	3,0%	3,3%	-0,4%	5,1%	
<i>Indice de la vente au détail hors auto. (var. vol. en g.a. %)</i>	3,6%	3,5%	4,5%	2,9%	3,8%	6,1%	4,2%	1,7%	3,7%	4,0%	5,2%	
<i>Indice de la vente au détail - auto (var. vol. en g.a. %)</i>	9,6%	6,6%	14,1%	8,6%	-0,1%	7,7%	11,3%	8,0%	1,4%	-7,1%	5,4%	
<b>Secteur financier</b>												
Encours de dépôt tot des ménages- (var. mensuelle en %)	0,3%	0,2%	0,8%	0,0%	0,4%	0,6%	0,1%	0,1%	0,6%	0,3%	0,4%	
Encours de dépôt total (var. mensuelle en %)	0,4%	0,9%	0,9%	0,1%	0,7%	0,5%	1,0%	-1,0%	-0,2%	0,9%	-0,2%	
Encours de crédit aux ménages- (var. mensuelle en %)	-1,2%	-0,2%	2,0%	0,3%	0,1%	1,0%	0,9%	-1,7%	0,3%	-0,1%	-1,6%	
Encours de crédit hypothécaires- (var. mensuelle en %)	-1,6%	-0,1%	2,4%	0,2%	0,2%	1,2%	0,9%	-1,9%	0,1%	-0,1%	-1,9%	
Encours de crédit aux SNF- (var. mensuelle en %)	0,1%	-3,4%	1,8%	0,2%	0,4%	0,8%	-0,2%	0,3%	-0,6%	-0,3%	0,3%	
Indice boursier ISEQ (fin de période)	6 805,20	7 140,90	6 982,80	6 832,00	6 773,90	6 522,40	6 147,60	5 818,70	5 479,80	5 767,70	6 115,60	6 137,04
Taux de rendement des obligations d'Etat à 10 ans (fdp)	0,968%	0,942%	0,823%	0,864%	0,867%	0,992%	0,985%	0,933%	0,906%	0,878%	0,836%	0,57%

*Sources: CSO, Central Bank of Ireland, Department of Finance, Davy, Merrion Capital, IBEC, Department of Energy, Eurostat, Markit (PMI), CBI, ESRI, Investec, EPA, BPF*

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Dublin (adresser les demandes à [Dublin@dgtresor.gouv.fr](mailto:Dublin@dgtresor.gouv.fr)).

Auteur : Service Economique de Dublin  
Adresse : 66 Fitzwilliam Lane, Dublin 2

### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Rédigé par : Justine FELIU  
Revu par : Pierre MONGRUÉ

Version du 12/04/2019